

## TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT . . . . .	9
PRÉFACE . . . . .	11
INTRODUCTION GÉNÉRALE	
La Constitution économique ou la question de la (dé)politisation de l'économie par le droit . . . . .	17
Position initiale du problème.	
Un concept – quel concept ? . . . . .	17
Problématique sous-jacente.	
L'articulation droit-économie-politique . . . . .	20
Limites temporelles et spatiales de l'enquête . . . . .	30
Plan général de l'étude . . . . .	33
Cadre épistémologique.	
De Foucault à Weber, une ligne de crête . . . . .	39
Appareil méthodologique.	
La démarche généalogique comme approche contextuelle du droit (économique) . . . . .	45
Instrument analytique.	
Le « référentiel économique » comme interface entre les sciences juridiques et sociales . . . . .	58

## PREMIÈRE PARTIE

LA CONSTITUTION ÉCONOMIQUE  
GÉNÉALOGIE D'UN CONCEPT POLÉMIQUE

LE FERMENT LIBÉRAL DE LA CONSTITUTION ÉCONOMIQUE . . . .	65
Le contexte d'émergence du libéralisme.	
Absolutisme monarchique et souveraineté de l'État . . . . .	67
Les deux fondements de la limitation des pouvoirs de l'État.	
L'avènement du constitutionnalisme moderne	
et de l'économie politique . . . . .	73
Libéralisme politique et constitutionnalisme moderne . . .	76
Libéralisme économique et économie politique . . . . .	88
L'ordonnancement juridique de l'économie	
de marché comme œuvre législative au XIX <sup>e</sup> siècle . . . . .	139
De l'autonomisation à la contestation de l'ordre de marché . . .	156
LE SURGISSEMENT ANTI-LIBÉRAL	
DE LA CONSTITUTION ÉCONOMIQUE . . . . .	163
La Question sociale ou les limites du parlementarisme libéral	
pour protéger l'ordre de marché . . . . .	165
L'apparition du droit du travail comme correctif	
aux déséquilibres du contractualisme formel et abstrait . . . .	167
La démocratisation institutionnelle du législateur	
et l'incursion des « masses » dans l'enceinte du parlement . . .	172
Une autre altération de l'ordre de marché :	
la cartellisation de l'économie en Allemagne . . . . .	180
L'ordre de marché contesté	
et les risques d'un parlementarisme démocratisé . . . . .	185
La problématisation juridictionnelle et révolutionnaire	
de la question de l'ordre économique constitutionnel . . . . .	187
Le problème posé en jurisprudence :	
l'ère Lochner de la Supreme Court . . . . .	188

Le problème « constituant » de l'ordre économique dans l'entre-deux-guerres : planification (soviétique) et corporatisme (fasciste) . . . . .	206
La conceptualisation polémique de la Constitution économique sous Weimar (1919-1933) . . . . .	237
La République de Weimar : un laboratoire du constitutionnalisme économique . . . . .	240
L'affirmation de la Constitution économique comme démocratie sociale : Sinzheimer et la doctrine social-démocrate . . . . .	245
La négation d'une Constitution économique pour Weimar, ou le combat contre l'« État total » : Schmitt et la doctrine conservatrice . . . . .	253
La Constitution économique libérale ou l'État comme « gardien de l'ordre de marché » : Rüstow, Eucken et Böhm . . . . .	263
La Constitution économique dans l'entre-deux-guerres ou la prise de conscience du rôle du droit dans la (dé)politisation de l'économie . . . . .	273
LA MONOPOLISATION NÉOLIBÉRALE	
DE LA CONSTITUTION ÉCONOMIQUE . . . . .	281
La réappropriation et l'investissement de la Constitution économique par les néolibéraux . . . . .	283
Le foyer ordolibéral allemand : la Constitution économique, rempart à la crise de l'ordre libéral . . . . .	284
L'inflexion hayekienne : le « modèle de constitution » d'un ordre catallactique . . . . .	307
Les ramifications américains du constitutionnalisme économique . . . . .	330
La « grande synthèse » du constitutionnalisme économique néolibéral : l'œuvre de Viktor Vanberg . . . . .	353
D'un (néo)libéralisme l'autre.	
La dissémination du concept dans la sociologie du droit héritée de Luhmann . . . . .	363
Luhmann et les ordres économique, juridique et politique comme sous-systèmes sociaux autopoïétiques . . . . .	365

Teubner et la Constitution économique comme couplage structurel de l'économie et de la politique par le droit . . . . .	374
Un concept désormais consolidé autour d'un noyau néolibéral . . .	380
L'OPPOSITION ANTI-NÉOLIBÉRALE À LA CONSTITUTION ÉCONOMIQUE . . . . .	383
La condamnation de la Constitution économique. La critique du « libéralisme autoritaire » et le mouvement <i>Law and Political Economy</i> . . . . .	384
De Weimar à la crise des dettes souveraines : la critique du « libéralisme autoritaire » . . . . .	385
La création du mouvement <i>Law and Political Economy</i> et la critique de la Constitution économique néolibérale . . .	398
Une transition des théories critiques vers la Constitution matérielle ? . . . . .	403
L'exception : la Constitution économique comme « constitution sociale » orientée vers la démocratie . . . . .	404
L'alternative : la Constitution matérielle ou le renouveau de la pensée juridique institutionnelle . . .	406
La Constitution économique néolibérale. Une tentative de subversion critique des thèses de Carl Schmitt ? . . . . .	409
LE DÉSENCASTREMENT SOCIAL DU MARCHÉ PAR LA CONSTITUTION	
Entre naturalisme, constructivisme et spontanéisme . . . . .	427

## DEUXIÈME PARTIE

LA CONSTITUTIONNALISATION DE L'ÉCONOMIE  
ANALYSE D'UN PHÉNOMÈNE JURIDIQUE

## UNE THÈSE À DISCUTER

La neutralité économique des Constitutions . . . . .	441
Bref historique de la thèse	
de la neutralité économique des Constitutions . . . . .	446
La consécration de la thèse de la neutralité	
par la Cour constitutionnelle fédérale allemande . . . . .	447
La réception de la thèse de la neutralité	
économique de la Constitution en doctrine française . . . . .	462
La présence implicite de la thèse	
de la neutralité économique de la Constitution	
dans la doctrine belge francophone . . . . .	468
Derrière la neutralité affichée,	
quel « référentiel économique » ? . . . . .	471

## LA CONSTITUTION MICROÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Du droit du marché commun au droit commun du marché . . . . .	475
La Constitution microéconomique <i>sensu stricto</i> .	
Les libertés fondamentales de circulation,	
cadre juridique du marché (intérieur) . . . . .	478
Le constitutionnalisme du marché intérieur :	
les libertés fondamentales de circulation,	
instrument d'eupéanisation et levier de libéralisation . . . . .	479
Droits fondamentaux (sociaux) et « services publics » :	
le « social » subordonné aux libertés économiques	
fondamentales ? . . . . .	508
La Constitution mésoéconomique.	
Le droit de la concurrence comme politique	
ordonnatrice du marché . . . . .	545

Le « droit commun » de la concurrence : contrôle des ententes, lutte contre les abus de position dominante et limitation des concentrations . . .	548
Le « droit public » de la concurrence : contrôle, libéralisation et marchandisation de l'interventionnisme étatique . . . . .	571
L'« Union de droit »... du marché . . . . .	608

#### LA CONSTITUTION MACROÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

La soumission des États à la logique de marché . . . . .	613
De l'asymétrie originelle à la Nouvelle gouvernance économique.	
Maintien et transformation de la logique de marché . . . . .	615
L'architecture originelle de l'UEM : un référentiel néolibéral . . . . .	620
La Nouvelle gouvernance économique européenne : un retour aux sources « ordolibérales » du constitutionnalisme économique? . . . . .	644
L'impossible union fiscale et budgétaire européenne. Karlsruhe comme gardien de l'orthodoxie économique de l'UEM . . . . .	684
De Maastricht à Lisbonne : la sanctuarisation de l'asymétrie originelle par Karlsruhe, une question de démocratie... et d'économie . . . . .	687
De la crise des dettes souveraines à la crise sanitaire : les rappels à l'orthodoxie néolibérale de l'UEM par Karlsruhe . . . . .	695
La discipline du marché dans l'Union européenne. Une œuvre de constitutionnalisme économique (néolibéral)? . . .	731

#### LES CONSTITUTIONS ÉCONOMIQUES NATIONALES

De l'État social à l'État régulateur? . . . . .	739
Aperçu des doctrines constitutionnelles nationales en matière de protection des droits fondamentaux . . . . .	747
France : Le bloc de constitutionnalité et la question de l'articulation entre la déclaration « libérale » de 1789 et le Préambule « socialisant » de 1946 . . . . .	747

Allemagne : Les droits fondamentaux comme rayonnement d'un « ordre axiologique objectif » . . .	750
Belgique : du raisonnement combinatoire à la doctrine de l'ensemble indissociable, l'extension de l'office du juge constitutionnel . . . . .	752
L'évolution des libertés économiques classiques.	
L'avènement de l'État régulateur . . . . .	755
Le droit de propriété privée : institution « socialement liée » mais véhicule de rationalisation de l'interventionnisme économique du législateur . . . . .	757
De la liberté d'entreprendre à la libre concurrence : le glissement structurel d'un droit fondamental subjectif . . .	790
La sûreté des échanges : de la liberté contractuelle à l'abus de position dominante . . . . .	823
L'extension prétorienne des libertés économiques classiques : le marché objectivé . . . . .	845
L'évolution des droits économiques et sociaux.	
La rationalisation de l'État social . . . . .	849
Les chemins de l'État social : méta-principe objectif ou droits fondamentaux subjectifs . . . . .	853
Le versant micro de l'État social : la justiciabilité limitée des droits économiques et sociaux . . . . .	864
Le versant macro de l'État social : la faible protection constitutionnelle des services publics . . . . .	893
La limitation prétorienne des droits économiques et sociaux : la solidarité conditionnée . . . . .	910
L'économie comme contrainte factuelle ordonnée par le juge constitutionnel . . . . .	914
 DE LA NEUTRALITÉ À LA CLÔTURE ÉCONOMIQUE DES CONSTITUTIONS . . . . .	 921
 CONCLUSION GÉNÉRALE	
Dénaturaliser l'autonomisation de l'économie par le droit . . . . .	929
REMERCIEMENTS . . . . .	939

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE . . . . .	941
INDEX DES NOMS . . . . .	973
INDEX TERMINOLOGIQUE . . . . .	979